

RÉPUBLIQUE
DE
VANUATU



REPUBLIC
OF
VANUATU

JOURNAL OFFICIEL

OFFICIAL GAZETTE

RECEIVED

23 SEPTEMBRE 1996

23 SEP 23 1996

23 SEPTEMBER 1996

Ans'd.....

SONT PUBLIES LES TEXTES SUIVANTS

NOTIFICATION OF PUBLICATION

ARRETES

ORDERS

ARRETE NO. 10 DE 1996 RELATIF A LA
DECENTRALISATION (DISSOLUTION DES
CONSEILS PROVINCIAUX)

-

ARRETE NO. 11 DE 1996 RELATIF AUX
CONSEILS PROVINCIAUX (NOMINATION
DES FONCTIONNAIRES DEVANT GERER
LES AFFAIRES DES CONSEILS
PROVINCIAUX DISSOUTS)

-

ARRETE NO. 12 DE 1996 RELATIF AUX
CONSEILS PROVINCIAUX (GESTION
DES AFFAIRES DES CONSEILS
PROVINCIAUX DISSOUTS)

-

ARRETE NO. 13 DE 1996 RELATIF AUX
CONSEILS PROVINCIAUX (CIRCONSCRIPTIONS)

LOCAL GOVERNMENT (CONSTITUENCIES
ORDER NO. 13 OF 1996

LOCAL GOVERNMENT COUNCILS ELECTIONS
(AMENDMENT) REGULATIONS NO. 14 OF
1996

ARRETE NO. 15 DE 1996 RELATIF AUX
CONSEILS PROVINCIAUX (DATE DES
ELECTIONS) (MODIFICATION)

LOCAL GOVERNMENT COUNCIL (DATE OF
ELECTIONS) (AMENDMENT) ORDER NO. 15
OF 1996

SOMMAIRE

PAGE

CONTENTS

PAGE

Chair - 24.9.96
Hem - 26/9
Jack - Jack 26/9
Ismael - Ismael 26/9

LEGAL NOTICES

1 - 7

OATH OF BARRISTERS

8

OATH OF SOLICITOR

9

REPUBLIQUE DE VANUATU

LOI N° 1 DE 1994 RELATIVE A LA DECENTRALISATION ET LA CREATION DE PROVINCES

ARRETE N° 10 DE 1996 RELATIF A LA DECENTRALISATION (DISSOLUTION DES CONSEILS PROVINCIAUX).

Portant dissolution des conseils provinciaux de TORBA, PENAMA, SANMA, MALAMPA, SHEFA et TAFEA.

LE PREMIER MINISTRE

ATENDU QUE :

- A. En vertu du paragraphe 1) de l'article 14 de la Loi N° 1 de 1994 relative à la décentralisation et la création de provinces, "le Premier ministre, sur proposition du ministre, dissout le conseil par arrêté motivé";
- B. Le ministre des Affaires provinciales a soumis une proposition au Premier ministre par l'intermédiaire du Conseil des ministres du 11 juillet 1996 ;
- C. Le Premier ministre et le Conseil des ministres ont approuvé ladite proposition ;
- D. Le Comité des contentieux électoraux ayant enquêté sur les conseils provinciaux de SANMA, PENAMA, et TAFEA et ayant déclaré qu'ils ne sont pas légalement constitués ;
- E. Les conseillers provinciaux et des agents de TORBA, MALAMPA et SHEFA font l'objet d'accusation pour détournement des fonds publics.

EN CONSEQUENCE, VU les pouvoirs que lui confère le paragraphe 1) de l'article 14 de la Loi N° 1 de 1994 relative à la décentralisation et la création de provinces

ARRETE

DISSOLUTION DES CONSEILS PROVINCIAUX

1. 1) Les conseils provinciaux locaux suivants sont par les présentes dissouts :

- a) Conseil provincial de TORBA ;
- b) Conseil provincial de SANMA ;
- c) Conseil provincial de MALAMPA ;
- d) Conseil provincial de PENAMA ;
- e) Conseil provincial de SHEFA ;
- f) Conseil provincial de TAFEA .

2) En application du présent Arrêté, tous les Présidents et membres des conseils dissouts ayant le contrôle ou la charge de tout bien du conseil doivent :

- a) remettre toutes les clés des locaux et (de) tous les véhicules à l'agent exécutif de l'Etat en poste dans chaque province respective ;
- b) libérer les bureaux aujourd'hui 28 août 1996 à 16h30 au plus tard.

ENTREE EN VIGUEUR

2. Le présent Arrêté entre en vigueur le 28 août 1996.

FAIT à Port-Vila le 28 août 1996.

LE PREMIER MINISTRE

MAXIME CARLOT KORMAN

REPUBLIQUE DE VANUATU

LOI N° 1 DE 1994 RELATIVE A LA DECENTRALISATION ET LA CREATION DE PROVINCES

ARRETE N° 11 DE 1996 RELATIF AUX CONSEILS PROVINCIAUX (NOMINATION DES FONCTIONNAIRES DEVANT GERER LES AFFAIRES DES CONSEILS PROVINCIAUX DISSOUTS).

Portant déclaration de la date du début de la procédure d'élection des conseillers aux Conseil provincial de TORBA, Conseil provincial de SANMA, Conseil provincial de MALAMPA, Conseil provincial de PENAMA, Conseil provincial de SHEFA et Conseil provincial de TAFEA.

LE CONSEIL DES ELECTIONS

Vu les pouvoirs que lui confèrent le paragraphe 4) de l'article 32 de la Loi N° 1 de 1994 relative à la décentralisation et la création de provinces et l'article 1 de l'Arrêté N° 61 de 1982 sur l'élection des conseillers provinciaux (règles de procédure) tel que modifié

ARRETE

DATE DES ELECTIONS

1. Les élections des membres des :

- a) Conseil provincial de TORBA ;
- b) Conseil provincial de SANMA ;
- c) Conseil provincial de MALAMPA ;
- d) Conseil provincial de PENAMA ;
- e) Conseil provincial de SHEFA ;
- f) Conseil provincial de TAFEA .

doivent avoir lieu dès le 29 octobre 1996.

DEPOT DES LISTES DE CANDIDATURES

2. 1) Tout parti politique désirant participer aux élections des conseils provinciaux mentionnés dans l'article 1 ci-dessus doit, à compter de la date de l'entrée en

vigueur du présent Arrêté jusqu'au vendredi 27 septembre 1996 à 16h30 au plus tard, déposer, auprès du Secrétaire du Conseil des élections à Port-Vila ou au Secrétaire de tout conseil provincial dissout, sa liste de candidatures et les déclarations de candidature de chaque candidat inscrit sur sa liste.

2) Dans le présent article :

- a) "liste" a la même signification prévue par l'article 1 de l'Arrêté N° 61 de 1982 sur l'élection des conseillers provinciaux (règles de procédure) tel que modifié par l'Arrêté N° 23 de 1994.
- b) "conseils provinciaux dissouts" désigne les conseils provinciaux dissouts en application de l'Arrêté N° 10 de 1996 relatif à la décentralisation (dissolution des conseils provinciaux).
- c) "parti" a la même signification prévue par l'article 1 de l'Arrêté N° 61 de 1982 sur l'élection des conseillers provinciaux (règles de procédure) tel que modifié par l'Arrêté N° 23 de 1994.

ENTREE EN VIGUEUR

3. Le présent Arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au Journal officiel.

DATE du 3 septembre 1996.

Le Président

Le membre

MASSING RETUR LAURU

EMILIANO BULETARE

REPUBLIQUE DE VANUATU

LOI N° 1 DE 1994 RELATIVE A LA DECENTRALISATION ET LA CREATION DE PROVINCES

ARRETE N° 12 DE 1996 RELATIF AUX CONSEILS PROVINCIAUX
(GESTION DES AFFAIRES DES CONSEILS PROVINCIAUX DISSOUTS).

Portant nomination des fonctionnaires devant gérer les affaires des conseils provinciaux dissouts en application de l'Arrêté N° 10 de 1996 relatif à la décentralisation (dissolution des conseils provinciaux).

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

VU les pouvoirs que lui confère le paragraphe 2) de l'article 14 de la Loi N° 1 de 1994 relative à la décentralisation et la création de provinces

ARRETE

**NOMINATION DES FONCTIONNNAIRES DEVANT GERER LES AFFAIRES DES
CONSEILS PROVINCIAUX DISSOUTS**

1. Les fonctionnaires cités ci-dessous sont nommés pour gérer les affaires des conseils provinciaux dissouts mentionnés en regard de leur nom jusque soit constitué de nouveaux conseils :
 - a) Conseil provincial de TORBA, Malakai Ruah ;
 - b) Conseil provincial de SANMA, Johny Tensley Lulu ;
 - c) Conseil provincial de MALAMPA, Lonsdale Hinge ;
 - d) Conseil provincial de PENAMA, Keith Wilson Garae ;
 - e) Conseil provincial de SHEFA, Harry Erikan ;
 - f) Conseil provincial de TAFEA, Martin Tété.

ENTREE EN VIGUEUR

2. Le présent Arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

FAIT à Port-Vila le 29 août 1996.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

CHARLIE NAKO

REPUBLIC OF VANUATU

DECENTRALIZATION AND LOCAL GOVERNMENT
REGIONS ACT NO. 1 OF 1994

LOCAL GOVERNMENT (CONSTITUENCIES) ORDER
NO. 13 OF 1996

To prescribe constituencies in each Local Government region.

IN EXERCISE of the powers conferred upon me by section 6(4) of the Decentralization and Local Government Regions Act No. 1 of 1994, I, CHARLIE NAKO, Minister of Home Affairs, make the following order: -

CONSTITUENCIES IN TAFEA REGION

1. For the purposes of the election of members to the TAFEA LOCAL GOVERNMENT COUNCIL the TAFEA region shall be divided into 2 constituencies, the names and boundaries of which are set out in Part A of the Schedule.

CONSTITUENCIES IN SHEFA REGION

2. For the purposes of the election of members to the SHEFA Local Government Council the SHEFA region shall be divided into 3 constituencies, the names and boundaries of which are set out in Part B of the Schedule.

CONSTITUENCIES IN MALAMPA REGION

3. For the purposes of the election of members to the MALAMPA LOCAL GOVERNMENT COUNCIL the MALAMPA region shall be divided into 2 constituencies, the names and boundaries of which are set out in Part C of the Schedule.

CONSTITUENCIES IN PENAMA REGION

4. For the purposes of the election of members to the PENAMA LOCAL GOVERNMENT COUNCIL the PENAMA region shall be divided into 3 constituencies, the names and boundaries of which are set out in Part D of the Schedule.

CONSTITUENCIES IN SANMA REGION

5. For the purposes of the election of members to the SANMA LOCAL GOVERNMENT COUNCIL the SANMA region shall constitute 1 constituency, the name and boundaries of which are set out in Part E of the Schedule.

CONSTITUENCIES IN TORBA REGION

6. For the purposes of the election of members to the TORBA LOCAL GOVERNMENT COUNCIL the TORBA region shall constitute 1 constituency, the name and boundaries of which are set out in Part F of the Schedule.

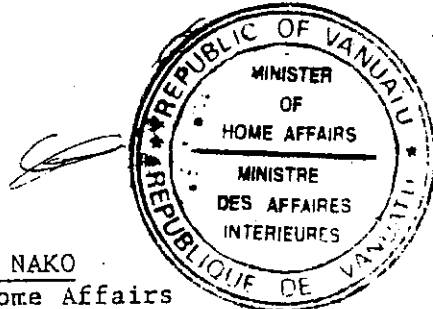
COMMENCEMENT

7. This Orders shall come into force on the date of its signature.

MADE at Port Vila this

16th

day of September, 1996.



CHARLIE NAKO
Minister of Home Affairs

REPUBLIC OF VANUATU

SCHEDULE

PART A - TAFEA REGION

CONSTITUENCIES	BOUNDARIES	NUMBER AND ALLOCATION OF SEATS
1. Erromango, Aniwa, Futuna, Aneityum	Erromango, Aniwa, Futuna, Aneityum	2
2. Tanna	Tanna	15

		17
		====

PART B - SHEFA REGION

CONSTITUENCIES	BOUNDARIES	NUMBER AND ALLOCATION OF SEATS
1. Efate	Efate	8
2. Epi	Epi	3
3. Shepherds Islands	Shepherds Islands	2

		13
		====

PART C - MALAMPA REGION

CONSTITUENCIES	BOUNDARIES	NUMBER AND ALLOCATION OF SEATS
1. Ambrym, Paama	Ambrym, Paama	6
2. Malekula	Malekula	15

		21
		====

PART D - PENAMA REGION

CONSTITUENCIES	BOUNDARIES	NUMBER AND ALLOCATION OF SEATS
1. Aoba (Ambae) 2. Maewo 3. Pentecost	Aoba (Ambae) Maewo Pentecost	6 1 8 --- 15 ===

PART E - SANMA REGION

CONSTITUENCIES	BOUNDARIES	NUMBER AND ALLOCATION OF SEATS
1. Santo/Malo/Aore	Santo/Malo/Aore	15

PART F - TORBA REGION

CONSTITUENCIES	BOUNDARIES	NUMBER AND ALLOCATION OF SEATS
1. Banks/Torres	Banks/Torres	4

RÉPUBLIQUE DE VANUATU

**LOI NO. 1 DE 1994 RELATIVE A LA
DÉCENTRALISATION ET LA CREATION DE PROVINCES**

**ARRÊTÉ NO. 13 DE 1996 RELATIF AUX
CONSEILS PROVINCIAUX (CIRCONSCRIPTIONS)**

Prévoyant le nombre de circonscriptions électorales dans chaque province.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA DÉCENTRALISATION,

Vu les pouvoirs que lui confèrent les dispositions de l'article 6.4) de la Loi No. 1 de 1994 relative à la Décentralisation et la Création de provinces.

ARRÊTE :

CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES DE LA PROVINCE DE TAFÉA

1. Aux fins d'élection des membres du CONSEIL PROVINCIAL de TAFÉA, la Province de TAFÉA sera divisée en 2 circonscriptions électorales dont les noms et les limites provinciales sont indiqués à la partie A de l'Annexe.

CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES DE LA PROVINCE DE SHÉFA

2. Aux fins d'élection des membres du CONSEIL PROVINCIAL de SHÉFA, la Province de SHÉFA sera divisée en 3 circonscriptions électorales dont les noms et les limites provinciales sont indiqués à la partie B de l'Annexe.

CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES DE LA PROVINCE DE MALAMPA

3. Aux fins d'élection des membres du CONSEIL PROVINCIAL de MALAMPA, la Province de MALAMPA sera divisées en 2 circonscriptions électorales dont les noms et les limites provinciales sont indiqués à la partie C de l'Annexe.

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALES DE LA PROVINCE DE PÉNAMA

4. Aux fins d'élection des membres du CONSEIL PROVINCIAL de PÉNAMA, la Province de PÉNAMA sera divisée en 3 circonscriptions électorales dont les noms et les limites provinciales sont indiqués à la partie D de l'Annexe.

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE LA PROVINCE DE SANMA

5. Aux fins d'élection des membres du CONSEIL PROVINCIAL de SANMA, la Province de SANMA constituera 1 circonscription électorale dont le nom et les limites provinciales sont indiqués à la partie E de l'Annexe.

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE LA PROVINCE DE TORBA

6. Aux fins d'élection des membres du CONSEIL PROVINCIAL de TORBA, la Province de TORBA constituera 1 circonscription dont le nom et les limites provinciales sont indiqués dans la partie F de l'Annexe.

ENTRÉE EN VIGUEUR

7. Le présent Arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

ENTRÉE EN VIGUEUR

7. Le présent Arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

FAIT à Port-Vila, le.....16.....septembre1996.

Le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation

CHARLIE NAKO.

ANNEXE

PARTIE A - PROVINCE DE TAFÉA

CIRCONSCRIPTIONS ELECTORALES	LIMITES PROVINCIALES	NOMBRE DE SIEGES
1. Erromango, Aniwa, Futuna, Aneityum	Erromango, Aniwa, Futuna, Aneityum	2
2. Tanna	Tanna	15
		<u>17</u>

PARTIE B - PROVINCE DE SHÉFA

CIRCONSCRIPTIONS ELECTORALES	LIMITES PROVINCIALES	NOMBRE DE SIEGES
1. Éfaté	Éfaté	8
2. Epi	Epi	3
3. Iles shépherds	Iles shépherds	2
		<u>13</u>

PARTIE C - PROVINCE DE MALAMPA

CIRCONSCRIPTIONS ELECTORALES	LIMITES PROVINCIALES	NOMBRE DE SIEGES
1. Ambrym, Paama	Ambrym, Paama	6
2. Malékula	Malékula	15
		<u>21</u>

PARTIE D - PROVINCE DE PENAMA

CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES	LIMITES PROVINCIALES	NOMBRE DE SIEGES
1. Aoba (Ambaé) 2. Maéwo 3. Pentecôte	Aoba (Ambaé) Maéwo Pentecôte	6 1 8 ----- 15 ===

PARTIE E - PROVINCE DE SANMA

CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES	LIMITES PROVINCIALES	NOMBRE DE SIEGES
1. Santo / Malo / Aoré	Santo / Malo / Aoré	15

PARTIE F - PROVINCE DE TORBA

CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES	LIMITES PROVINCIALES	NOMBRE DE SIEGES
1. Banks / Torres	Banks / Torres	4

REPUBLIC OF VANUATU

DECENTRALIZATION AND LOCAL GOVERNMENT
REGIONS ACT NO. 1 OF 1994

LOCAL GOVERNMENT COUNCILS ELECTIONS
(AMENDMENT) REGULATIONS NO: 14 OF 1996

To amend the Local Government Council Election Rules Order No. 61 of 1982.

IN EXERCISE of the powers conferred upon me by section 35 of the Decentralization and Local Government Regions Act No. 1 of 1994, I, CHARLIE NAKO, Minister of Home Affairs, make the following regulations:

DEFINITION

1. In these Regulations "Order" means the Local Government Council Elections Rules Order No. 61 of 1982.

AMENDMENT OF RULE 1 OF THE ORDER

2. Rule 1 of the Order is amended -
 - (a) by deleting the definition of "Act" and substituting the following definition -

"Act" means the Decentralization and Local Government Regions Act No. 1 of 1994;"
 - (b) by inserting after the definition of "Act" the following definition -

"constituency" means an area of a local government region as declared under section 6(4) of the Act;"
 - (c) by deleting the definition of "ward".

REPLACEMENT OF RULE 4 OF THE ORDER

3. Rule 4 of the Order is repealed and the following rule is substituted -

"DECLARATION OF CANDIDATURE

4. (1) Not later than the date fixed for the return of candidature, every candidate for election shall lodge with the electoral officer -

- (a) a declaration of candidature signed by him in the form and containing the particulars provided for in Part 1 of Schedule 1 which shall include a declaration that the candidate is eligible as provided for in rule 3;
 - (b) a deposit of 5.000 vatu;
 - (c) 2 full face photographs of himself;
 - (d) except for a candidate sponsored by a political party having a symbol approved by the Electoral Commission, an illustration on paper of his personal electoral symbol.
- (2) A declaration of candidature shall also contain the signatures of not less than five sponsors being persons registered to vote in the constituency of the candidate and not being related to the candidate.
- (3) No person may lodge a declaration of his own candidature
- (a) for more than 1 constituency; or
 - (b) in the case of a by-election if he is a member of the local government council.
- (4) A deposit paid under subsection (1)(b) shall not be refunded.
- (5) The electoral officer who receives a declaration of candidature shall give a receipt to the candidate in the form contained in Part 2 of Schedule 1 and forward the declaration immediately to the Electoral Office.
- (6) The Principal Electoral Officer shall within 24 hours of the day declared by the Electoral Commission under subrule (1) make a list of the candidates named in declarations of candidature received by the Electoral Office and send copies to the Electoral Commission.
- (7) The Principal Electoral Officer shall send with the list referred to in subrule (5) such comments on the validity of the candidature of any person named in the list as he shall consider fit."

REPLACEMENT OF RULE 5 OF THE ORDER

4. Rule 5 of the Order is repealed and the following rule is substituted -

"DECLARATION OF INVALIDITY OF CANDIDATURE BY THE COMMISSION

5. (1) When a declaration of candidature has been delivered in compliance with rule 4 the candidate shall stand sponsored for election unless and until the Electoral Commission declares his candidature invalid or evidence is given to its satisfaction that the candidate has died, or the candidate has withdrawn by notice in writing given to the Electoral Office.
- (2) The Electoral Commission shall only declare a candidature invalid on the following grounds -
- (a) the candidate or his sponsors do not have the necessary qualifications or are disqualified; or
 - (b) the declaration of candidature is not sponsored as provided in rule 4(2).
- (3) Where the Electoral Commission decides that a candidature is invalid it shall so endorse the declaration of candidature giving reasons for its decisions."

REPLACEMENT OF RULE 6

5. Rule 6 of the Order is repealed and the following rule is substituted -

"RESUBMISSION OF DECLARATION OF CANDIDATURE BY CANDIDATES

6. (1) Notwithstanding the provisions of rule 7, the Electoral Commission shall, where it considers that a declaration of candidature is invalid by reason of a bona fide error, not less than 14 days before polling day request the candidate to re-submit a valid declaration within 72 hours after such request.
- (2) Where a declaration of candidature sponsored by a political party is declared invalid by the Electoral Commission or a candidate dies not less than 14 days before polling day another candidate sponsored by the same party may lodge a declaration of candidature provided that he does so within 72 hours of the declaration or death."

AMENDMENT OF RULE 7

6. Rule 7 of the Order is amended -

- (a) by deleting the words "All lists of" and substituting the words "A list of";
- (b) by deleting paragraph (a) and substituting the following paragraph -

"(a) the offices of the local government council;"

- (c) in the last paragraph by deleting the words "re-submitted lists" and substituting the words "re-submitted candidatures."

REPLACEMENT OF RULE 8

7. Rule 8 of the Order is repealed and the following rule is substituted -

"DECLARATION OF ELECTION WITHOUT A POLL AND NOTICE OF NEW POLL

8. (1) If at the close of or at any time after the close of the period for declaration of candidature the number of candidates in any constituency is not more than the number of members to be elected the Principal Electoral Officer shall so report to the Electoral Commission who shall declare the candidates elected without a poll.

(2) If the number of candidates is less than the number of members to be elected the Commission shall when it declares the number of candidates elected declare the number of seats vacant.

(3) The Electoral Commission shall within 30 days after the declaration referred to in subrule (2) and after consultation with the Principal Electoral Officer fix the date of an election for the seats declared vacant.

(4) If the number of candidates exceeds the number of members to be elected a poll shall be taken in accordance with this Part and without undue delay after the closing of the list of candidates the electoral officer shall publish a notice stating -

(a) the names of the candidates;

(b) the hours of polling;

(c) the situation of each polling station;

(d) sufficient information to enable voters to know which polling station they are required to vote at;

(e) any other information that may be prescribed."

AMENDMENT OF RULE 12

8. Rule 12 of the order is amended -

(a) in the headnote by deleting the words "ONE LIST" and substituting the words "ONE CANDIDATE";

(b) in subrule (2) by deleting the words "one list" and substituting the words "one candidate".

AMENDMENT OF RULE 14

9. Rule 14 of the order is amended in subrule (4) by deleting the word "ward" wherever occurring and substituting the word "constituency".

AMENDMENT OF RULE 17

10. Rule 17 of the order is amended by deleting the word "ward" and substituting the word "constituency".

AMENDMENT OF PART V

11. Part V of the Order is amended -

- (a) by deleting the word "PRESIDENTS" and substituting the word "CHAIRMEN" wherever it occurs;
- (b) by deleting the word "PRESIDENT" and substituting the word "CHAIRMAN" wherever it occurs;
- (c) by deleting the words "DEPUTY PRESIDENTS" and substituting the words "DEPUTY CHAIRMEN" wherever they occur;
- (d) by deleting the words "DEPUTY PRESIDENT" and substituting the word "DEPUTY CHAIRMAN" wherever they occur;
- (e) in rule 19 in subrule (1) by deleting the words "president and a deputy president" and substituting the words "chairman and not more than three deputy chairmen";
- (f) in rule 19 by repealing subrule (4) and substituting the following subrule -

"The election of each deputy chairman shall be in accordance with subrules (1), (2) and (3).";
- (g) by repealing rule 20;
- (h) in rules 21, 22, 23, 24, 25, 26 and 27 by deleting the word "president" and substituting the word "chairman";
- (i) in rules 21, 22, 23, 24, 25, 26 and 27 by deleting the words "deputy president" and substituting the words "deputy chairmen" wherever they occur in those rules;
- (j) in rule 27 by deleting the word "presidents" and substituting the word "chairmen";
- (k) in rules 24 and 27 by deleting the words "deputy presidents" and substituting the words "deputy chairmen".

AMENDMENT OF RULE 33 OF THE ORDER

12. Rule 33 of the Order is amended -

- (a) by repealing subrule (1) and substituting the following subrule -

"(1) There shall be an Election Disputes Committee which shall consist of 3 members, one of whom shall be the Chairman, who shall be appointed by the Chief Justice by notice published in the Gazette.";

- (b) in subrule (2) by deleting the words "Minister may" and substituting the words "Chief Justice may"; and
- (c) by repealing subrule (3).

AMENDMENT OF RULE 40

13. Rule 40 of the Order is amended -

- (a) in subrule (1)(b) -

- (i) by deleting the words "or candidates";
(ii) by deleting the words "or persons";

- (b) in subrule (1)(c) -

- (i) by deleting the words "or persons";
(ii) by deleting the word "were" and substituting the word "was".

AMENDMENT OF RULE 41

14. Rule 41 of the Order is amended -

- (a) in the first line of subrule (1) by deleting the words "or candidates";

- (b) in subrule (1)(c) by deleting the words "subject to the provisions of rule 4(i), a candidate" and substituting the words "the candidate".

REPLACEMENT OF RULE 42

15. Rule 42 of the Order is repealed and the following rule is substituted -

~~"EXAMINATION OF VOTES CAST~~

42. When on an election petition the election is claimed for an unsuccessful candidate on the ground that he had a majority of lawful votes the Election Disputes Committee may direct an examination of the counted and void votes and of the counting of votes."

REPLACEMENT OF SCHEDULE 1

16. Schedule 1 of the Order is repealed and the following Schedule 1 is substituted -

" S C H E D U L E 1

(Rule 4(1)(a))

PART 1

Local Government Council Elections Rules

DECLARATION OF CANDIDATURE



To the electoral officer for district
I,(name) of
being a citizen of Vanuatu and aged 21 or more

HEREBY DECLARE

1. myself as a candidate for election to the local
local government council as representative for
..... constituency;
2. that I am registered in the electoral roll for
Polling District, electoral card no.;
3. that I am not disqualified from voting;
4. that I am not serving a sentence of imprisonment or have not
received a suspended sentence of imprisonment where the period of
suspension has not ended;
5. that I am not an undischarged bankrupt;
6. that my occupation/profession is

DATE SIGNATURE OF CANDIDATE

NOTES

1. When this form is completed (including the sponsorship details
overleaf) it should be returned to the electoral officer of the
district in which the election is to be held.
2. Please attach to this form -
 - (a) two passport size photographs of yourself (not colour photos);
 - (b) an illustration on paper of your personal electoral symbol
unless you are sponsored by a political party with an approved
symbol.

SPONSORS OF CANDIDATE

1. NAME ADDRESS
OCCUPATION ELECTORAL CARD NO.
SIGNATURE

2.

3.

4.

5.

NOTE

Sponsors must be registered as electors in the constituency of the candidate and must not be related to him.

SCHEDULE 1

(Rule 4(1)(a))

PART 2

Local Government Council Elections Rules

RECEIPT

Received from Mr/Mrs/Miss this day
of 19..... ;

(a) A declaration of candidature for the election of members of the
local government council of to be held on the
..... day of 19..... ;

(b) The sum of 5.000 vatu being a deposit made in accordance with rule
4(1)(b).

Vanuatu Government Receipt No. of

Signed :

Electoral Officers for
District

AMENDMENT OF SCHEDULE 3

17. Schedule 3 to the Order is amended -

(a) by deleting the word "ward" and substituting the word
"constituency" wherever occurring;

(b) in rule 3 -

(i) in subrule (1) by deleting the words "A party" and
substituting the words "A candidate or political
party";

(ii) by inserting the following new subrule (3) -

"(3) No candidate shall have more than one authorized representative at one polling station but one representative may be authorized for more than one candidate and for more than one polling station.";

(iii) in subrule (4) by deleting the words "a party" and substituting the words "a candidate";

(iv) in subrule (5) by deleting the word "parties" and substituting the word "candidates";

(c) in rule 4(3(e) by deleting the words "each list" and substituting the words "each candidate";

(d) in rule 8 by deleting paragraph (c) of the subrule (1) and substituting the following -

"(c) candidates and their authorized representatives nominated in accordance with rule 3;"

(e) by repealing rule 10 and substituting the following new rule -

"VOTING

10. (1) Every voter desiring to vote shall present himself at his allotted polling station. The returning officer or polling clerk shall satisfy himself that -

(a) the voter is registered on the roll at the station;

(b) has not already voted; and

(c) place his signature or initials opposite the name of the voter in the margin of one of the electoral rolls; and

(d) deliver to the voter 1 ballot paper for each candidate and 1 envelope.

(2) Immediately on receipt of the ballot papers and envelope a voter shall -

(a) enter a polling booth;

(b) record his vote by placing the ballot paper bearing the name and symbol of his chosen candidate in the envelope;

(c) leave all other ballot papers in the booth;

- (d) present himself to the presiding officer or polling clerk who without touching it shall verify that the voter tenders 1 envelope;
- (e) place the envelope in the ballot box; and leave the polling station without undue delay after the completion of the formalities referred to in rule 11.";
- (f) in rule 13 by deleting the word "party's: and substituting the words "candidate or his";
- (g) in rule 16 -
 - (i) in subrule (1)(d) by deleting the words "colour of" and substituting the words "name on";
 - (ii) in subrule (1)(e) by deleting the word "list" and substituting the word "candidate";
- (h) in rule 18 by deleting the words "party's" and substituting the words "candidate or his";
- (i) in rule 19 -
 - (i) in subrule (1) by deleting the word "list" and substituting the word "candidate";
 - (ii) in subrule (2)(d) by deleting the word "list" and substituting the word "candidate";
 - (iii) in subrule (4) by deleting the words "party representatives appointed under rule 3(1)" and substituting the word "candidates";
- (j) in rule 20 -
 - (i) in the headnote by deleting the word "LIST" and substituting the word "CANDIDATE";
 - (ii) by deleting the word "list" and substituting the words "candidate in the constituency for which he is responsible";
- (k) by repealing rule 21;
- (l) by repealing rule 22 and substituting the following rule -

"DECLARATION BY ELECTORAL COMMISSION OF CANDIDATES ELECTED
22. (1) The Electoral Commission shall as soon as practicable after receiving notification in accordance with rule 20 from all the registration officers announce the number of votes cast for each candidate in each constituency.

(2) The number of candidates counting down from the candidate who obtains the highest number of votes in order of the votes obtained that equals the number of seats allocated to that constituency shall be declared elected.";

(m) by repealing rules 23 and 24;

(n) in rule 25 by deleting the words "the Minister" and substituting the words "the Electoral Commission".

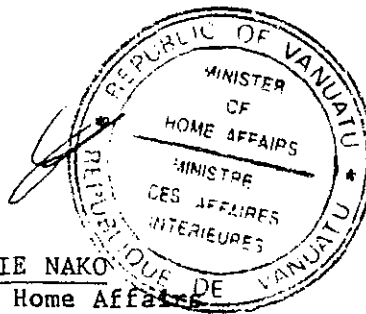
REPEAL OF REGULATIONS NO: 23 OF 1994

18. The Local Government Councils Election (Amendment) Regulations No. 23 of 1994 is repealed.

COMMENCEMENT

19. This Order shall come into force on the date of its signature.

DATED the 17th day of September, 1996.



CHARLIE NAKO
Minister of Home Affairs

REPUBLIC OF VANUATU

DECENTRALIZATION AND LOCAL GOVERNMENT
REGIONS ACT NO: 1 OF 1994

LOCAL GOVERNMENT COUNCIL (DATE OF ELECTIONS)
(AMENDMENT) ORDER NO: 15 OF 1996

To amend the Local Government Councils (Date of Elections) Order No. 11 of 1996.

IN EXERCISE of the powers conferred upon the Electoral Commission by section 32(4) of the Decentralization and Local Government Regions Act No. 1 of 1994, and rule 1 of the Local Government Council Election Rules Order No. 61 of 1982, the Electoral Commission, hereby makes the following order:-

AMENDMENT OF SECTION 2 OF THE ORDER

1. Section 2 of the Local Government Councils (Date of Elections) Order No. 11 of 1996 is amended -
 - (a) in the headnote by deleting the words "LIST AND";
 - (b) in subsection (1) by deleting the words "A Party wishing to contest any or all of the Local Government Council elections referred to in section 1 must submit its list and declarations of candidature in respect of every candidate on its list" and substituting the words "Eligible persons in respect of each Local Government Council referred to in subsection (1) may submit their declarations of candidature for such Local Government Council elections as";
 - (c) in subsection (2) by deleting paragraphs (a) and (c).

COMMENCEMENT

2. This Order shall come into force on the date of its signature.

MADE at Port Vila the *15th* day of September, 1996:

Declared Null & Void - Supreme Court Civil Case No. 134 of 1996. 15/10/96.

MASING RETUR LAURU
Chairman

EMILIANO BULETARE
Member



RÉPUBLIQUE DE VANUATU

**LOI No. 1 DE 1994 RELATIVE A
LA DÉCENTRALISATION ET LA CRÉATION DE PROVINCES**

**ARRÊTÉ NO. 15 DE 1996 RELATIF AUX
CONSEILS PROVINCIAUX (DATE DES ÉLECTIONS) (MODIFICATION)**

Portant modification de l'Arrêté No.11 de 1996 (Date des élections).

LE CONSEIL DES ELECTIONS

Vu le pouvoir que lui confèrent le paragraphe 4) de l'article 32 de la Loi No. 1 de 1994 relative à la décentralisation et la création de provinces et l'article 1 de l'Arrêté No. 61 de 1982 sur l'élection des conseillers provinciaux (règles de procédure)

ARRETE

Modification de l'article 2

1. L'article 2 de l'Arrêté No. 11 de 1996 (Date des élections) est modifié comme suit :

- (a) supprimer, dans l'Arrêté cadre, les mots " liste de candidature et";
- (b) supprimer au paragraphe 1) les mots "tout parti politique désirant participer aux élections des conseils provinciaux mentionnés à l'article 1 ci-dessus doit, à compter de la date de l'entrée en vigueur du présent Arrêté jusqu'au 27 septembre 1996 à 16h30 au plus tard, déposer, auprès du Secrétaire du Conseil des élections à Port-Vila ou au Secrétaire de tout conseil provincial dissout, sa liste de candidature et les déclarations de candidature de chaque candidat inscrit sur sa liste" et les remplacer par les mots "toutes les personnes éligibles à tout conseil provincial mentionné à l'article 1 ci-dessus doivent, à compter de la date de l'entrée en vigueur du présent Arrêté jusqu'au 27 septembre 1996 à 16h30 au plus tard, déposer, auprès du Secrétaire du Conseil des élections à Port-Vila ou au Secrétaire de tout conseil provincial dissout, leurs déclarations de candidature pour les élections dudit conseil provincial" et:

© supprimer dans l'article 2 les paragraphes a) et c).

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent Arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

FAIT à Port-Vila, le 18 septembre 1996.

Le Président

MASSING RETUR LAURU

Le membre

EMILIANO BULETARE

**NOTICE TO CREDITORS AND OTHERS TO
CLAIM AGAINST THE ESTATE OF ELEANORA CAHILL, RETIRED SHOP-
OWNER, LATE OF AUCKLAND, NEW ZEALAND, AND FORMERLY OF PORT
VILA, WHO DIED ON 5 SEPTEMBER 1996.**

Any person having a claim against or interest in the Estate of the above deceased must give notice in writing to the Executors, C/- Hudson & Co., Lawyers, First Floor, Lo Lam House, Kumul Highway, (or P.O. Box 7), Port Vila, within two months after this date. The Executors will then distribute the Estate amongst the persons entitled, having regard only to the claims of which they shall have received notice, and will not be liable, as regards property so distributed, to any person of whose claim they do not then have notice.

HUDSON & CO.

THE COMPANIES ACT OF VANUATU

**ASIAN OCEANIC HOLDINGS LIMITED
ASIAN OCEANIC INVESTMENTS LIMITED
ASIAN OCEANIC NOMINEES & CUSTODIANS LIMITED
ASIAN OCEANIC BANK LIMITED
(ALL IN CREDITORS' VOLUNTARY LIQUIDATION)**

NOTICE OF ANNUAL MEETINGS OF MEMBERS AND CREDITORS

NOTICE is hereby given pursuant to Section 295 of the Companies Act that the Annual Meetings of the members and creditors of the abovenamed Companies will be held at Prince's Building, 8th Floor, 10 Chater Road, Central, Hong Kong on 27th September, 1996 at the respective times listed below, for the purpose of receiving an account of the liquidators showing their acts and dealings and the conduct of the winding-up of the companies during the preceding year of the respective liquidations:-

<u>Name of Companies</u>	<u>Members' Meeting</u>	<u>Creditors' Meeting</u>
Asian Oceanic Holdings Limited	2:30 p.m.	2:45 p.m.
Asian Oceanic Investments Limited	3:00 p.m.	3:15 p.m.
Asian Oceanic Nominees & Custodians Limited	3:30 p.m.	3:45 p.m.
Asian Oceanic Bank Limited	4:00 p.m.	4:15 p.m.

Dated 9th September, 1996.

G.C.K. Tam
Joint Liquidator

A member or creditor entitled to attend and vote at any of the meetings is entitled to appoint a proxy to attend and vote on his behalf. A proxy need not also be a member or creditor of the company.

Proxies in the prescribed form must be lodged at 8th Floor, Prince's Building, 10 Chater Road, Central, Hong Kong before the respective times for the meetings.

Creditors' proxies should be lodged at the above address not later than 4:00 p.m. on the day before the meetings.



VANUATU FINANCIAL SERVICES COMMISSION

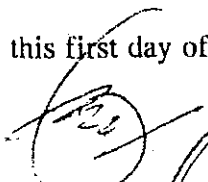
THE INTERNATIONAL COMPANIES ACT

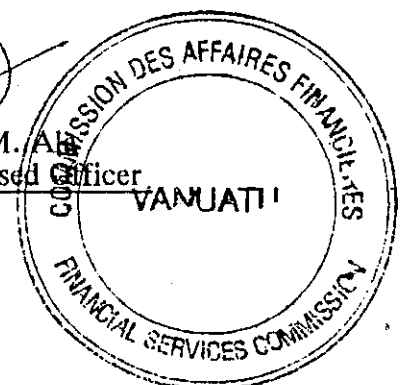
TAKE NOTICE that PURSUANT TO Section 106 of the International Companies Act unless cause is shown to the contrary, the name(s) of:-

CAPITAL INVESTMENTS LIMITED

will 90 days following the date of publication of this notice be struck off the Register of International Companies at Vila, Vanuatu

Given under the Official Seal of the Commission at Vila this first day of August 1996.


Julian M. A.
Authorised Officer




NOTICE OF APPOINTMENT AND ADDRESS OF OFFICE OF LIQUIDATOR

**SUMMA INTERNATIONAL INVESTMENT COMPANY LIMITED
(IN VOLUNTARY LIQUIDATION)**

I, B L Hawkes of KPMG give notice that:

- (a) I was appointed liquidator of the above company by a special resolution of the members passed on 18 September 1996.
- (b) the address of my office is PO Box 212, Port Vila, Vanuatu.

Dated: 21 September 1996



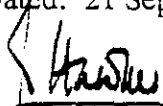
B L Hawkes
Liquidator

NOTICE TO SUBMIT PARTICULARS OF DEBTS OR CLAIMS

**SUMMA INTERNATIONAL INVESTMENT COMPANY LIMITED
(IN VOLUNTARY LIQUIDATION)**

Take notice that the creditors of the company, whose debts or claims have not already been admitted, are required on or before 8 October 1996 to submit particulars of their debts or claims and of any security held by them to me and, if subsequently required by notice in writing by me, shall formally prove their debts or claims and establish any title they may have to priority by statement in writing. In default of complying with this notice they will be excluded from the benefit of any distribution made before their debts or claims are proved or their priority is established and from objecting to the distribution.

Dated: 21 September 1996



B L Hawkes
Liquidator

NOTICE OF MEETING

**SUMMA INTERNATIONAL INVESTMENT COMPANY LIMITED
(IN VOLUNTARY LIQUIDATION)**

Notice is given that a final meeting of members of the company will be held at the offices of KPMG, KPMG House, Rue Pasteur, Port Vila on 24 October 1996.

The purpose of the meeting is to receive the liquidator's account and his report upon the winding up.

Dated: 21 September 1996



B L Hawkes
Liquidator



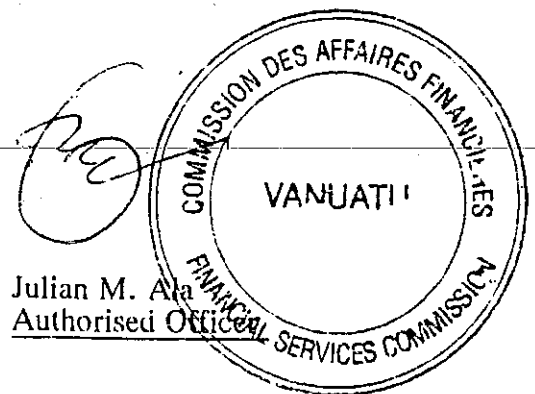
VANUATU FINANCIAL SERVICES COMMISSION

THE INTERNATIONAL COMPANIES ACT

TAKE NOTICE that PURSUANT TO Section 106 of the International Companies Act, the following companies have been struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu:

EURO INTERNATIONAL TRADING INC.

Dated at Vila this sixteenth day of September 1996.



Julian M. Ata
Authorised Officer

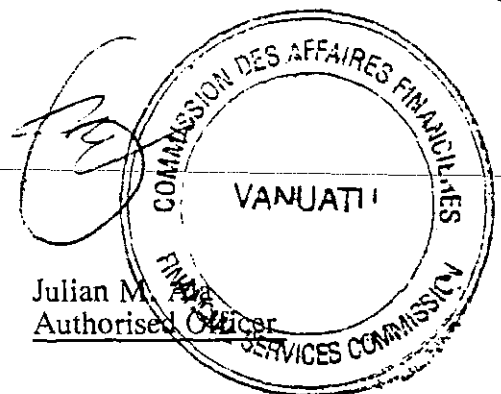
VANUATU FINANCIAL SERVICES COMMISSION

THE INTERNATIONAL COMPANIES ACT

TAKE NOTICE that PURSUANT TO Section 106 of the International Companies Act, the following companies have been struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu:

PACIFIC SHIPPING (VANUATU) LTD
SOUTHERN CROSS SHIPPING INC.

Dated at Vila this thirteenth day of September 1996.



In the Supreme Court of
the Republic of Vanuatu
(Civil Jurisdiction)

Company Case No. 46 of 1996

In the matter of
OLILIAN BANK LIMITED

and

In the matter of
The Companies Act
[CAP 191]

A petition to wind up the above-named company presented on the 15th day of March 1996 by **Julian Marc Ala**, Registrar of Companies will be heard at the Supreme Court of Vanuatu sitting at 9.00 am on Monday the 30th day of September 1996.

Any creditor or contributory wishing to oppose or support the petition must ensure that written notice reaches the undersigned by 4.00 pm on Friday the 27th day of September 1996.

A copy of the petition will be supplied by the undersigned on payment of the prescribed charge.

J M Ala
Registrar of Companies
Rue Bougainville
PMB 023
PORT VILA

IN THE SUPREME COURT OF VANUATU

STATE OF BARRISTER

I, LLOYD DENGATE STACY WADDY RED QC. CA- Clayton Utz, Solicitors. KPMG House, Rue Pasteur, Port Vila, in the Republic of Vanuatu, do swear that I will truly and honestly demean myself in the practice of a Barrister according to the best of my knowledge and ability.

So help me God

SUBSCRIBED by the said
LLOYD DENGATE STACY WADDY

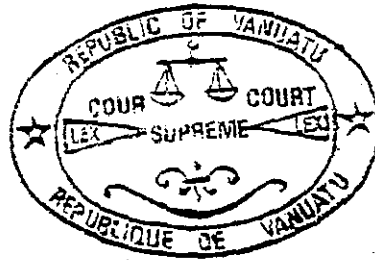
)

Lloyd & Waddy

Sworn before me, Charles Vaudin d'Imecourt
Chief Justice of the Supreme Court
of the Republic of Vanuatu,

the 16th day of September 1996

Charles Vaudin d'Imecourt
Chief Justice of the Republic of Vanuatu



OATH OF SOLICITOR

I, LLOYD DENGATE STACY WADDY RFD QC, CA- Clayton Uz, Solicitors, KPMG House, Rue Pasteur, Port Vila, in the Republic of Vanuatu, do swear that I will truly and honestly demean myself in the practice of a Solicitor according to the best of my knowledge and ability.

So help me God

SUBSCRIBED by the said
LLOYD DENGATE STACY WADDY

)
)

Lloyd Waddy

Sworn before me, Charles Vaudin d'Imecourt
Chief Justice of the Supreme Court
of the Republic of Vanuatu,

the 16th day of September 1996

Charles Vaudin d'Imecourt
Chief Justice of the Republic of Vanuatu

